

Trita Parsi : la guerre contre l'Iran marque la fin de la primauté américaine

Trita Parsi est le cofondateur et vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft. Parsi explique pourquoi un accord de paix peut être conclu, bien qu'il semble plus probable que les États-Unis relancent la guerre. Suivez le Substack de Trita Parsi : <https://tritaparsi.substack.com/> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons Trita Parsi, vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft, et auteur plusieurs fois récompensé. Le magazine Washingtonian l'a classé, cinq années de suite, parmi les vingt-cinq voix les plus influentes en matière de politique étrangère à Washington. N'hésitez pas à suivre sa page sur Substack, le lien est dans la description. Merci beaucoup d'être avec nous, c'est un grand honneur de vous avoir dans l'émission.

#Trita Parsi

Merci beaucoup, Glenn. C'est un vrai plaisir.

#Glenn

Eh bien, je voulais vous parler de la guerre en Iran, parce que c'est un sujet que vous suivez de très près. Je pense qu'un bon point de départ, c'est de se demander : quelle est la probabilité qu'on retourne à la guerre maintenant ? Parce que, d'après ce que j'ai compris, rien n'a vraiment été réglé ni obtenu lors de la rencontre à Pékin entre Trump et Xi. Donc, est-ce qu'on revient, en gros, à une situation de guerre ?

#Trita Parsi

Je pense que, malheureusement, le risque de guerre a nettement augmenté. Je ne suis pas encore certain qu'il soit au-dessus de cinquante pour cent ou non. Il reste encore un peu de temps pour trouver une issue. Et je ne sais pas non plus si une partie de cette rhétorique fait partie de la mise en scène que Trump utilise pour faire pression sur l'autre camp et, en quelque sorte, durcir les positions. Mais si on regarde les choses de plus près, vous avez mentionné la rencontre de Pékin. Je

pense qu'en effet, cette rencontre a apporté très peu de choses au camp américain sur ce sujet. Vous avez peut-être remarqué qu'ils ont beaucoup insisté sur le fait que les Chinois avaient déclaré vouloir eux aussi que le détroit reste ouvert, ce qui est une déclaration très neutre, très banale.

C'est en fait une déclaration assez vide de sens. Tous les pays du monde aimeraient que le détroit reste ouvert. La vraie question, c'est : qu'est-ce qu'on fait pour ça ? Et surtout, qu'est-ce qu'on entend par « ouvert » ? Pour les Chinois, « ouvert » ne veut pas forcément dire que les Iraniens n'en ont pas le contrôle. Ce qui compte, c'est que le trafic continue de circuler. D'ailleurs, les Chinois ont passé un accord avec les Iraniens pour que leurs propres navires puissent sortir. Donc, de leur point de vue, le détroit est ouvert. Mais du point de vue américain, l'objectif n'est pas forcément de mettre fin au dispositif que l'Iran met en place, mais plutôt de le régionaliser. Autrement dit, leurs définitions du mot « ouvert » sont très différentes.

Mais le point plus large que j'essaie de faire passer, c'est que si c'est tout ce qu'ils ont réussi à obtenir des Chinois, ça montre à quel point ils ont tiré peu de choses de cette rencontre. Et maintenant, on se retrouve dans une situation où, depuis quarante-huit heures, on assiste à une montée très nette d'un langage extrêmement hostile. Et ça, en soi — si on part du principe qu'une guerre est vraiment possible — c'est déjà le signe que le blocus du blocus a échoué. Or, le blocus du blocus montrait que la guerre elle-même avait échoué. Et la guerre, à son tour, montrait que les menaces de guerre, dans le passé, avaient échoué. Donc, ce qu'on voit, c'est une série de mesures d'escalade, toutes vouées à l'échec, et qui ne font que pousser l'administration Trump vers la prochaine étape d'escalade.

Je pense que les Iraniens s'attendent plus ou moins à ce qu'une attaque ait lieu. Parce que, dans les négociations, même s'ils se sont rapprochés sur plusieurs points, ils restent encore très éloignés sur quelques questions clés. Et Trump a montré très peu de souplesse, il semble même très déterminé à obtenir le maximum sur certains points qu'il juge essentiels. D'après les discussions que j'ai eues avec eux, les Iraniens sont tout à fait prêts pour cette guerre. Ils sont même disposés à entrer dans les détails de ce qu'ils prévoient de faire en cas d'escalade, et à expliquer pourquoi la deuxième phase de cette guerre serait, à certains égards, très différente de la première.

#Glenn

Oui, non, justement, c'est aussi ce dont je voulais te parler. Mais à propos de cette déclaration un peu neutre, comme tu dis, venant des Chinois, je trouve ça assez intéressant, parce que « détroit ouvert », ça peut vouloir dire beaucoup de choses... ou rien du tout. Comme tu l'as dit, l'idée que ça puisse être un signe de soutien à l'activité militaire américaine, moi je dirais que c'est plutôt le contraire. Parce que même si les États-Unis arrivaient à vaincre l'Iran, à le détruire, à le conquérir, à le morceler, peu importe à quoi ressemblerait la victoire, ça ne voudrait pas forcément dire qu'un accès libre serait garanti. Je veux dire, il n'y a pas d'accès libre au Venezuela, ni à Cuba. Donc l'idée que ce soit une déclaration de soutien aux États-Unis, je pense que, là encore, chacun y lit ce qu'il veut bien y voir. Oui. C'est un peu la même chose avec les armes nucléaires, non ? Parce que la

Chine a dit que l'Iran ne devrait pas en avoir, mais c'est exactement ce que dit l'Iran lui-même. Donc ça ne sonne pas du tout comme une déclaration anti-iranienne. Exactement.

#Trita Parsi

Pas du tout, exactement. Et c'est la position de la Chine depuis très longtemps. C'est aussi la position de tous les membres permanents du Conseil de sécurité. Ils sont tous signataires du Traité de non-prolifération nucléaire. Ils veulent garder leur statut privilégié d'États dotés de l'arme nucléaire, dans le cadre d'un traité qui empêche les autres de l'obtenir. Donc, ça n'a absolument aucun sens. Si la Chine avait déclaré que l'Iran ne devait pas avoir d'enrichissement, là, ce serait tout autre chose. Ce serait une déclaration qui soutiendrait la position américaine. Mais la Chine n'a jamais dit ça. Et je ne pense pas qu'elle le dira un jour.

Et je pense qu'il est important de comprendre que les Chinois observent Trump et ses décisions, et qu'ils se rendent compte qu'au moins une partie de son calcul, c'était de vouloir arriver à la réunion de Pékin en ayant pris le contrôle du pétrole du Venezuela, et maintenant aussi celui de l'Iran. Pas encore fait. Et dans cette tentative, il a créé un énorme désordre dans la région, avec des répercussions sur l'économie mondiale dans son ensemble. Et il n'a toujours pas réussi à reprendre la main sur cette situation, ni même à définir un plan pour gagner, ou simplement pour en sortir. Les Chinois, eux, n'ont aucune raison d'intervenir dans ce qu'ils considèrent comme une stratégie de Trump en train d'échouer.

Alors, pourquoi viendraient-ils soutenir les États-Unis à ce stade ? Pour eux, ça n'a absolument aucun sens. Maintenant, si les États-Unis avaient mis sur la table une proposition raisonnable, fondée sur un vrai compromis, que les Chinois jugent crédible, et qu'ils estiment que les Iraniens devraient l'accepter pour sortir de cette situation — parce que, bien sûr, les Chinois veulent de la stabilité — là, oui, je pourrais imaginer les Chinois intervenir et pousser les Iraniens vers un accord. Mais ils ne le feront pas si la proposition en question est vouée à l'échec, et qu'en plus, cela les associerait à une stratégie américaine déjà en échec.

#Glenn

Oui, alors, je voudrais revenir sur votre réponse précédente. Autrement dit, qu'est-ce qui pourrait être différent cette fois-ci ? Parce que si les États-Unis repartent en guerre maintenant, ils ne peuvent sûrement pas refaire exactement la même chose. La dernière fois, Trump semblait vraiment désespéré d'obtenir un cessez-le-feu. Il disait que les Iraniens l'avaient supplié, mais vu que les États-Unis ont accepté le plan iranien en dix points comme base de départ pour les négociations, la version de Téhéran paraît plus crédible. On a plutôt l'impression que ce sont les Américains qui étaient pressés d'en finir. Mais alors, selon vous, qu'est-ce que chaque camp compte faire différemment cette fois ? Est-ce que les États-Unis vont simplement lâcher les chiens et y aller à fond ? Ou bien, du côté iranien, vont-ils agir autrement ? Seront-ils moins retenus cette fois ?

#Trita Parsi

Avant d'en venir là, je voudrais dire un mot sur le plan en dix points. Donc, oui, sur Twitter, Trump a déclaré en gros que le cessez-le-feu serait fondé sur la proposition iranienne en dix points, qu'il jugeait réalisable, ou du moins exploitable. Mais une fois les négociations lancées, Trump a adopté une approche très différente. En fait, il a donné l'impression d'accepter les dix points de l'Iran pour amener les Iraniens à accepter un cessez-le-feu, puis les discussions ont complètement pris une autre direction. Alors, que va-t-il se passer lors du prochain cycle ? Du côté américain, vous avez tout à fait raison : il y a très peu de choses qu'on puisse imaginer faire autrement, qui permettraient vraiment de débloquer la situation.

Ce que les faucons, à Washington comme en Israël, cherchent à obtenir, c'est une attaque contre les réseaux électriques et les installations pétrolières de l'Iran, avec l'idée de détruire complètement l'État. Ils savent bien que les assassinats de dirigeants — même si le nombre est important, cent trente-cinq — n'ont pas provoqué l'effondrement du régime, ni son implosion, et qu'il est peu probable que cela arrive. La seule chose qu'ils n'ont pas vraiment faite, c'est d'envoyer des troupes au sol, de prendre une île, ou de s'en prendre directement au réseau énergétique. Or, s'ils avaient fait ça, si on avait visé le réseau énergétique dès le départ, cela aurait entraîné une contre-escalade iranienne encore plus dangereuse pour les États-Unis, parce que les Iraniens auraient riposté en frappant les infrastructures énergétiques et pétrolières des États du Golfe. Jusqu'à présent, ce qu'ils ont fait reste très limité.

Au fond, ce qu'on a avec la crise pétrolière actuelle, c'est un problème d'engorgement. Il y a des tonnes de pétrole qui attendent sur des tankers dans le Golfe persique, bloquées, prêtes à partir. Et on peut encore pomper du pétrole, parce que les installations, elles, ne sont pas détruites. Mais si, par contre, les États-Unis s'en prenaient au réseau électrique et aux installations pétrolières de l'Iran, et que les Iraniens ripostaient contre les installations pétrolières du CCG, là, on aurait un vrai problème de production. Et ça, ça veut dire que les prix du pétrole grimperaient au-dessus de cent quatre-vingts, deux cents dollars, et qu'ils resteraient très élevés pendant longtemps, parce qu'on aurait un problème de production, pas juste un problème d'engorgement. Et dans ce cas, l'économie mondiale plongerait dans une récession, voire une dépression. Ce serait, tout simplement, dévastateur.

#Glenn

Et c'est en partie pour ça que Trump en a souvent menacé, mais qu'il ne l'a jamais fait.

#Trita Parsi

Mais pour des gens complètement fous comme Lindsey Graham, des va-t-en-guerre, tu vois, je ne sais même pas s'il existe des adjectifs assez forts pour les décrire. Ils poussent pour que ça arrive. Ils sont prêts à tout risquer, toute l'économie mondiale, en sachant très bien, bien sûr, qu'ils vont

détruire la présidence de Trump. Mais malgré ça, ils continuent à pousser dans ce sens. Maintenant, les Iraniens s'attendent à ce que, quoi que ce soit — que ce soit la prise d'une île, l'envoi de troupes au sol, ou une campagne de bombardements massifs, du même niveau ou encore plus intense qu'avant — eux aussi essaieront de riposter, à un niveau plus élevé que la dernière fois.

Cela veut dire, en particulier, qu'ils vont s'en prendre aux Émirats arabes unis, à cause du rôle qu'ils ont joué pendant la guerre, notamment en poussant Trump à relancer le conflit. Mais aussi à cause de leur rapprochement de plus en plus ouvert et de leur partenariat stratégique avec Israël. À l'intérieur même des Émirats, les Iraniens vont probablement viser des entreprises et des secteurs liés directement à Trump, comme les centres de données en intelligence artificielle utilisés par Palantir et d'autres sociétés. Les Iraniens estiment que toutes ces entreprises participent de toute façon à la guerre, à cause de leur soutien au Pentagone.

Cela pourrait aussi conduire à une situation où l'investissement des Émirats arabes unis comme pôle de l'intelligence artificielle serait en fait détruit. Et cela aurait, même si ce n'est pas mon domaine d'expertise, des conséquences sur la rivalité entre les États-Unis et la Chine dans le domaine de l'IA. Mais cela voudrait aussi dire qu'ils s'en prennent délibérément à des éléments qui ont de la valeur pour les entreprises de Trump, parce qu'ils perçoivent qu'il ne se soucie pas vraiment des intérêts américains quand ils sont compromis. En revanche, si ce sont ses intérêts économiques, ceux de son empire d'affaires, qui sont touchés, ce sera beaucoup plus douloureux pour lui. Ils cherchent donc des cibles capables d'imposer ce genre de coût. Et au-delà de ça, il semble que, cette fois, ils envisagent de fermer le détroit du golfe d'Aden, en mer Rouge.

Et en plus, ils s'intéressent aussi à ces câbles à fibre optique sous-marins qui transportent quatre-vingt-dix-neuf pour cent de tout le trafic internet dans les pays du Golfe, y compris des milliards de dollars de transactions chaque jour. Ils cherchent à savoir si cela pourrait devenir, pour les Iraniens, une sorte de deuxième détroit d'Ormuz. Il faut garder à l'esprit que l'internet iranien est déjà coupé du reste du monde, et qu'ils dépendent d'un intranet interne qu'ils ont mis en place il y a plusieurs années. Donc, on parle d'une escalade massive des deux côtés. Et quelles qu'aient été jusqu'ici les conséquences pour l'économie mondiale, elles risquent de paraître bien faibles par rapport à ce qui s'annonce.

#Glenn

Je pense que c'était l'un des aspects les plus intéressants de la guerre : la façon dont l'Iran reproduisait, en quelque sorte, chaque échelon de l'escalade. Ils étaient à la fois prêts et capables de monter d'un cran à chaque fois. Mais cela veut aussi dire, comme vous l'avez dit, que si les États-Unis décident de détruire leurs infrastructures énergétiques, les Iraniens n'auraient plus vraiment de raison de se retenir. Donc oui, j'ai entendu beaucoup de signaux en ce sens — tout, depuis la fermeture de la mer Rouge jusqu'à la destruction de certains États du Golfe, pas seulement les installations énergétiques mais aussi les usines de dessalement. Ils pourraient même couper leur accès à Internet. Mais avec les commentaires selon lesquels l'Irak pourrait aussi jouer un rôle plus

important — en s'emparant du Koweït, par exemple, ou simplement en expulsant ce qu'il reste de troupes occidentales — est-ce que vous voyez ce scénario comme plausible ?

#Trita Parsi

Du côté irakien, je dois dire que je n'ai pas suivi ça d'aussi près. Et comme vous le savez, nous avons un nouveau gouvernement. Mais il y a aussi ces révélations très, très embarrassantes sur la façon dont les Israéliens auraient installé une, voire deux bases aériennes en Irak, sous la supervision des États-Unis. Washington aurait fait pression sur les Irakiens pour qu'ils acceptent, même si, d'après l'article du New York Times, les Irakiens n'auraient pas compris qu'il s'agissait de bases israéliennes. Mais au final, ce qu'on voit, c'est qu'il y a de plus en plus de preuves montrant que la plupart des États du CCG, ainsi que l'Irak, ont vu leurs territoires et leurs espaces aériens utilisés pour ces attaques contre l'Iran.

Alors, que ce soit quelque chose qu'ils aient fait en grande partie de leur plein gré, que ce soit quelque chose qui se soit fait sans qu'ils en aient pleinement conscience, ou qu'ils y aient simplement été contraints... Ce qu'il faut garder en tête, c'est que, du point de vue de quelqu'un comme John Bolton, tout ça, c'est la preuve que la guerre en Irak a été un succès. Parce qu'en réalité, il n'a jamais été question de démocratie. Il n'a jamais été question de droits humains, évidemment. L'objectif, c'était d'éliminer l'Irak comme acteur géopolitique sur l'échiquier, et d'en faire un État tellement affaibli que les États-Unis puissent le forcer à accepter toutes sortes de choses. Par exemple, ouvrir deux bases que les Israéliens pourraient utiliser pour mener des attaques contre l'Iran.

L'Irak est devenu tellement affaibli qu'il n'a plus vraiment la capacité de réagir face à ce genre de choses. Maintenant, est-ce que les Irakiens, au milieu de tout ça, pourraient s'en prendre au Koweït ? Franchement, je n'ai rien entendu de crédible à ce sujet. Mais le fait que l'Irak lui-même puisse devenir l'un des théâtres de la guerre, dans une escalade horizontale menée par les Iraniens, c'est un scénario tout à fait plausible. Je ne sais pas si c'est probable dans une deuxième phase, mais c'est clairement possible. On a vu comment les Iraniens ont utilisé l'escalade horizontale pour vraiment déstabiliser les États-Unis. Le camp américain ne s'attendait pas du tout à ce que les Iraniens visent l'ensemble des pays du Golfe. Ils ont été vraiment pris de court.

#Glenn

Ils ont aussi été surpris par la fermeture du détroit d'Ormuz, alors même que les services de renseignement américains avaient déjà prévu la plupart de ces événements.

#Trita Parsi

C'est juste que Trump a pris l'habitude de ne plus écouter les services de renseignement américains, mais plutôt d'écouter les Israéliens.

#Glenn

Oui, j'ai été surpris de voir à quel point Trump était lui-même surpris, pour être honnête. Parce que, dans les semaines qui ont précédé la guerre, j'avais reçu plusieurs fois dans mon podcast le professeur Marandi, qui est aussi assez influent dans les médias. Et il répétait toujours la même chose : si, ou quand, les États-Unis attaquent, dès le premier jour, on fermera le détroit d'Ormuz et on frappera toutes leurs bases. Au minimum, ça aurait dû être envisagé comme une possibilité... Enfin, il semblait assez logique qu'ils ne laissent pas l'adversaire dicter les conditions dans lesquelles cette guerre devait se dérouler.

#Trita Parsi

Pour expliquer un peu pourquoi les États-Unis, y compris le Pentagone, ont vraiment sous-estimé les Iraniens, c'est qu'il y a eu une vaste campagne menée par les Israéliens pour présenter l'Iran comme bien plus faible qu'il ne l'était en réalité. Les Israéliens avaient compris que, s'ils voulaient convaincre Trump d'entrer en guerre — ce qu'il était peu enclin à faire, puisqu'il prend rarement de gros risques en politique étrangère —, la seule façon d'y parvenir, c'était de lui faire croire que ce serait facile. Parce qu'il aime faire des choses simples, sans grand risque. C'est vraiment son domaine. Alors ils ont tout fait pour décrire les Iraniens comme très faibles, incapables d'agir, et surtout effrayés à l'idée d'une confrontation directe avec les États-Unis. Et il faut dire que le comportement de l'Iran lui-même avait aussi renforcé cette impression.

Pendant plusieurs années, ils ont pratiqué ce qu'on pourrait appeler une patience stratégique. Ils encaissaient coup après coup de la part des Israéliens, sans vraiment riposter sérieusement, jusqu'à la guerre du douze juin. Chaque fois qu'ils répondaient, c'était presque courtois. C'était une manière de montrer qu'ils en étaient capables, mais sans chercher l'escalade. En un sens, c'était même une façon de calmer le jeu. Tout cela n'a fait que renforcer une conviction très ancrée au sein du système américain : les Iraniens n'auraient tout simplement pas le courage d'affronter les États-Unis. Et puis, il y a un autre aspect, lié à la psychologie propre de Trump. À mon avis, l'une des plus grandes erreurs que les Iraniens ont commises avant tout ça, c'est d'avoir refusé de lui parler directement. Ils ont eu de nombreuses occasions de le faire, de simplement engager un dialogue direct avec Trump.

Et moi, je crois sincèrement que s'ils l'avaient fait, cette guerre aurait pu être complètement évitée. Et une partie de la raison pour laquelle cela a renforcé la vision de Trump selon laquelle l'Iran est faible, c'est justement liée à sa propre conviction qu'il est prêt à parler à tout le monde. Il se voyait arriver à la présidence en disant : « Je parlerai à n'importe qui. Je parlerai à Kim Jong-un. Je parlerai au fondateur d'Al-Qaïda en Syrie. Je l'inviterai même à la Maison-Blanche. » Et, vous savez, il disait : « Je fais tout ça parce que je suis fort. » Parce que, selon lui, c'est sa force qui lui permet de parler à tout le monde. Et ça, c'est un changement très important dans la culture politique américaine. Pendant des années, l'idée de dialoguer avec certains dirigeants était un vrai tabou. Trump est l'une

des principales raisons pour lesquelles ce tabou a été brisé. Il l'avait déjà été, dans une certaine mesure, sous l'administration Obama. Mais dans l'univers de Trump, il peut le faire parce qu'il se considère comme fort.

Alors, quand les Iraniens refusent de lui parler, ils pensent qu'ils montrent leur force. Ils se disent qu'ils refusent de parler à la superpuissance mondiale. Mais Trump, lui, ne le voit pas du tout comme ça. Pour lui, c'est un signe de faiblesse. Parce que lui, il parle à tout le monde, justement parce qu'il se sent fort. Donc, si quelqu'un refuse de lui parler, c'est forcément qu'il est faible. Du coup, le comportement même de l'Iran a renforcé cette idée, du côté américain, que l'Iran est faible, incapable, qu'il n'osera jamais aller vers une escalade de ce type. En réalité, l'Iran n'ose même pas affronter directement les États-Unis. Et c'est en partie pour ça que Trump pensait que cette guerre ne durerait pas plus de quatre jours. Bien sûr, il s'est complètement trompé. Mais je crois qu'il faut comprendre que certains aspects du comportement iranien ont vraiment renforcé cette perception dans l'esprit de Trump.

#Glenn

J'ai déjà qualifié Trump de « président des fruits faciles à cueillir », parce qu'il aime les opérations simples, à faible risque, rapides, idéalement bouclées en une journée. Par exemple, les menaces contre le Panama : ils ont cédé, il a obtenu quelque chose sans rien donner en retour. Une victoire en un jour. Même chose avec le Venezuela — une action éclair, un trophée à exhiber. Et si quelque chose tourne mal, comme au Yémen, je pensais que sa force, c'était justement de pouvoir dire : « Bon, eh bien, ça n'a pas marché », tout en proclamant la victoire et en rentrant chez lui malgré tout.

Le problème avec l'Iran, c'est qu'on ne peut plus revenir au statu quo. On ne peut pas simplement dire qu'on a gagné et rentrer chez soi. Tant que l'Iran contrôle le détroit d'Ormuz, ça change la position des États-Unis, non seulement dans la région, mais peut-être même dans le monde entier. Donc, et je crois que c'est aussi un point que vous avez déjà défendu : l'idée que l'Iran menace, ou a peut-être déjà affaibli, la primauté mondiale des États-Unis. J'aimerais que vous développiez un peu cet argument.

#Trita Parsi

Bien sûr. Je pense que quand on regarde certains de ces événements majeurs dans le monde, ceux qui nous ont peu à peu rapprochés d'une multipolarité plus acceptée et plus intégrée, on se rend souvent compte de l'impact — et de la faute stratégique — de la guerre en Irak. C'est un moment charnière très important, qui a vraiment accéléré le passage vers un monde multipolaire, à cause de la façon dont cette guerre a affaibli les États-Unis, déstabilisé la région, et entraîné toutes ces conséquences, comme la création de Daech, entre autres. Mais quand on regarde cette guerre, et ce que les États-Unis ont fait ensuite vis-à-vis de l'Iran, je trouve que c'est assez frappant. Parce que,

malgré tout, pendant la guerre d'Irak, les États-Unis ont connu un immense succès militaire. Le pays entier a été pris en trois semaines, et même l'objectif politique de renverser Saddam Hussein a été atteint.

Bien sûr, tous les autres problèmes sont arrivés ensuite, parce que les États-Unis n'ont pas réussi à stabiliser le pays, ni à contrôler l'insurrection. Au final, ça s'est transformé en une occupation de dix ans. Et puis, évidemment, il y a aussi eu vingt ans d'occupation en Afghanistan. Mais dans le cas de l'Iran, les États-Unis ne peuvent même pas se référer à ces exemples. Ils n'ont pas gagné cette guerre sur le plan militaire. En réalité, ils l'ont perdue. C'est une défaite stratégique. Les Iraniens ont élargi le conflit sur d'autres fronts et ont pris l'avantage dans l'escalade. Les États-Unis ont dû, en quelque sorte, supplier pour obtenir un cessez-le-feu, puis ils en sont sortis, avant de commettre une erreur majeure : imposer le blocus. S'ils ne l'avaient pas fait, les États-Unis seraient aujourd'hui dans une position bien plus favorable, parce que le cessez-le-feu, en fait, leur était largement avantageux.

Mais cet avantage, cette baisse des prix du pétrole qui avait offert un répit à Trump, a été effacée par son propre blocus du blocus. Et on voit maintenant que les prix du pétrole sont plus élevés pendant la trêve qu'ils ne l'étaient pendant la guerre. Le rendement à dix ans est autour de quatre virgule six pour cent. Les marchés obligataires sont donc eux aussi en très mauvaise posture. Tout cela se passe pendant la trêve, parce qu'il a malgré tout choisi d'escalader et d'en faire une guerre très conflictuelle. S'il ne l'avait pas fait, il serait dans une bonne position, car il avait atteint son objectif principal : simplement sortir de cette guerre. Alors que les Iraniens, eux, n'avaient toujours pas atteint le leur, à savoir obtenir un allègement des sanctions. Mais malgré tout, dans la situation iranienne, on se retrouve avec un scénario où les États-Unis ont perdu la guerre sur le plan militaire.

L'objectif politique n'a pas été atteint. Les répercussions ne sont pas seulement régionales, elles sont mondiales. On le voit bien : en Australie, il y a des pénuries de carburant ; en Inde, au Pakistan, au Bangladesh, aux Philippines, on parle d'une véritable crise énergétique. Des pays comme la Corée du Sud ou le Japon sont aujourd'hui dans une situation très difficile, parce qu'une grande partie de leur énergie vient du Golfe persique, et qu'ils ne reçoivent plus de pétrole en ce moment. Les conséquences économiques mondiales sont donc bien plus graves encore. Mais il souligne aussi un autre point : si les États-Unis ne peuvent pas établir une domination dans l'escalade au Moyen-Orient, s'ils ne peuvent pas vraiment affirmer leur supériorité militaire là-bas... Oui, techniquement, ils pourraient rouvrir le détroit d'Ormuz, mais ils ne sont pas prêts à en payer le prix.

Parce qu'on parle ici de l'occupation de tout le sud de l'Iran, pour pouvoir rouvrir le détroit d'Ormuz. Et ça, ça demanderait plus de cinq cent mille soldats, qu'il faudrait plus d'un an à rassembler, et ainsi de suite. Or, tout le principe d'organisation de l'armée américaine repose sur l'idée qu'elle peut mener deux guerres sur deux continents en même temps. Mais aujourd'hui, elle n'arrive même pas à gagner un seul combat sur un seul continent. Tout cela remet donc en question la capacité des États-Unis à affirmer leur primauté et leur hégémonie dans différentes régions du monde.

Et depuis une vingtaine d'années, on voit une situation où l'opinion publique américaine s'est largement détournée de l'idée de primauté — de la primauté américaine. Il y a une pression croissante de la population contre ces guerres sans fin, et la conviction que l'hégémonie mondiale garantit la sécurité des États-Unis n'est plus aussi forte. Ce n'est tout simplement plus viable sur le plan des coûts. Mais aujourd'hui, on pourrait aussi voir une situation inverse, venant des mêmes États qui, autrefois, plaidaient pour cette primauté mondiale et profitaient du parapluie sécuritaire américain. Parce que ce parapluie, justement, s'est révélé ni fiable, ni vraiment efficace.

Donc, si le public commence à s'y opposer, et que les soutiens extérieurs s'en détournent aussi, eh bien, rien que ça, à mon avis, va exercer une nouvelle forme de pression sur la grande stratégie américaine d'hégémonie libérale, une pression qu'on n'a encore jamais vue. Et tout cela revient à une question simple : si les États-Unis ne peuvent pas gagner cette guerre militairement contre l'Iran, alors, franchement, sur quoi repose encore leur primauté ? Comment les États-Unis pourront-ils agir en mer de Chine méridionale face à la Chine, en cas d'invasion de Taïwan, ou dans toute autre situation ? En résumé, tout cela soulève énormément de doutes sur la capacité des États-Unis à maintenir leur position dominante.

#Glenn

Eh bien, il semble qu'à un moment donné, il serait logique que les États-Unis revoient complètement cette stratégie. Parce qu'une grande partie des conflits qu'ils connaissent aujourd'hui pourraient, en apparence, être résolus en renonçant à l'objectif de primauté mondiale. En gros, si on regarde beaucoup des conflits dans lesquels les États-Unis sont engagés en ce moment, une bonne partie paraît inutile, ou du moins discutable. Donc, encore une fois, si les États-Unis veulent faire face à leurs menaces, ils peuvent examiner à la fois les capacités et les intentions. Mais les intentions de beaucoup de leurs adversaires ont changé. Si on remonte aux années quatre-vingt-dix, l'objectif principal des Chinois et des Russes, c'était d'être aussi proches que possible des États-Unis.

Même les Iraniens cherchaient à améliorer leurs relations. Mais si on se place du point de vue des capacités, s'ils deviennent plus puissants, c'est une menace pour la primauté mondiale. Il faudrait donc qu'ils soient contrebalancés. Pourtant, on a l'impression que les États-Unis n'ont pas su accepter un "oui" comme réponse. Ils auraient pu entretenir des relations très différentes avec tous ces pays, mais tout cela repose sur l'idée que les États-Unis devraient alors les accepter comme des pairs, ou admettre de vivre dans un monde multipolaire. Et je dois dire, encore une fois, que c'est quelque chose de très intéressant.

#Trita Parsi

Vous savez, pendant l'administration Biden, on ne pouvait pas parler de multipolarité à Washington. C'était devenu un gros mot. C'était considéré comme un argument de Poutine, ce qui était assez étrange, surtout quand on se souvient qu'en deux mille dix, Hillary Clinton, alors secrétaire d'État,

avait déjà déclaré que le monde devenait multipolaire. Mais dix ans plus tard, c'est soudainement devenu un argument de Poutine. Et l'une des premières choses que le secrétaire d'État Marco Rubio a dites en arrivant, en février de l'année dernière, c'est non seulement que le monde est multipolaire, mais aussi que l'unipolarité était une aberration, un accident historique. Et ça, c'est une déclaration très importante, si c'est vraiment ce que pense l'administration. Parce que, d'abord, si c'est une aberration, cela veut dire qu'on ne devrait pas chercher à restaurer l'unipolarité. Parce qu'on ne va pas essayer de...

Ça ne vaut tout simplement pas le coût de rétablir une aberration. Mais cela veut aussi dire que les États-Unis doivent maintenant, vraiment, se mettre sérieusement à s'adapter à cette multipolarité, à réfléchir à ce qu'ils doivent faire, et à changer leur comportement. Une des grandes questions qui n'a jamais été vraiment abordée, c'est de savoir, dans un monde multipolaire, comment la relation des États-Unis avec l'ONU, et leur attitude vis-à-vis du multilatéralisme, devraient évoluer, peut-être être révisées. Parce qu'ils pourraient avoir bien plus besoin de ce type d'instruments qu'à l'époque de leur moment unipolaire. Rien de tout cela ne s'est produit. La seule chose qu'on a vue, c'est une Stratégie de sécurité nationale qui affirmait que les États-Unis ne devaient pas renoncer à leur hégémonie.

Elle devrait simplement renoncer à l'hégémonie mondiale. Elle devrait redéfinir les paramètres de cette hégémonie et se concentrer uniquement sur l'hémisphère. Et ça, en soi, c'était déjà un changement. Ce document contenait le langage le plus fort que j'aie jamais vu dans un texte officiel américain dénonçant l'hégémonie mondiale. Mais malgré tout, il semble que cela n'ait eu absolument aucun impact sur la stratégie américaine. Parce qu'il disait aussi que les États-Unis devaient accorder moins de priorité au Moyen-Orient, avec des arguments très fermes expliquant pourquoi le pays ne devrait plus y être aussi actif. Et trois mois plus tard, les États-Unis déclenchent une guerre avec l'Iran. Donc, clairement, ce document n'a eu aucune influence, d'aucune manière, sur les décisions réelles que le président allait prendre.

#Glenn

Eh bien, c'est pour ça que je me suis dit que ça pourrait être une victoire s'ils revenaient à ce document. Parce que la Stratégie de sécurité nationale de décembre deux mille vingt-cinq mettait clairement l'accent sur l'hémisphère occidental et l'Asie de l'Est. Et donc, forcément, ils devraient accorder moins de priorité à l'Europe et au Moyen-Orient. Maintenant, je me demande si les États-Unis pourraient, d'une manière ou d'une autre, parvenir à un accord où l'Iran garderait le contrôle du détroit d'Ormuz, en reconnaissant en quelque sorte que c'est un acteur régional important. Dans ce cas, les États-Unis auraient beaucoup de possibilités.

Elle pourrait prendre ses distances avec le Moyen-Orient. Elle pourrait aussi rejeter la faute sur les Européens pour tout ce qui tourne mal, et se retirer d'Europe également. Ce serait une motivation importante pour mettre en œuvre ce que cette stratégie de sécurité proposait. Mais il semble y avoir une forte tentation, malgré tout, de vouloir simplement raviver l'empire. Ce qui amène à se

demander à quel point cette stratégie était sérieuse dès le départ. Mais au-delà de laisser aux Iraniens le détroit d'Ormuz, quelles sont les autres options pour les États-Unis, sur le plan diplomatique à ce stade, ou même sur le plan militaire ?

#Trita Parsi

Franchement, je ne vois pas de bonnes options militaires. Les États-Unis pourraient essayer de prendre une ou deux îles, mais ce serait à un coût énorme. Pas parce que c'est difficile, en soi, pour les États-Unis de s'en emparer, mais parce qu'à la fin, les défendre leur coûterait très cher. Parce qu'à ce moment-là, il y aurait beaucoup de soldats américains stationnés sur ces îles, et ces îles, elles, ne bougent pas. Les Iraniens pourraient alors les bombarder de missiles et de drones, provoquant de lourdes pertes américaines. Et ça, c'est quelque chose qu'ils n'ont pas réussi à faire à grande échelle jusqu'ici, justement parce que la plupart des bases américaines avaient été vidées.

La plupart de la marine américaine se tient à environ trois mille kilomètres des côtes iraniennes, justement pour éviter d'être touchée par un missile. Mais tout ça, ça changerait. Donc, oui, vous pouvez prendre une île, mais vous allez perdre beaucoup de soldats américains, et au final, vous devrez abandonner cette île sans rien avoir gagné. C'est encore une fois une des raisons pour lesquelles les États-Unis n'ont jamais fait ce genre de choses, même s'ils ont été menacés, et même si Trump semble y avoir sérieusement pensé. Et encore une fois, si on veut rouvrir militairement le détroit d'Ormuz, il ne s'agit pas simplement de déminer la zone ou de prendre une ou deux îles.

Le contrôle total du détroit vient du fait que les Iraniens ont déployé énormément de moyens militaires tout le long de leur côte, sur environ mille cinq cents kilomètres. Pour vraiment rouvrir le détroit d'Ormuz, il faudrait en fait envahir le pays et prendre le contrôle de toute la côte sud de l'Iran. Et les États-Unis ne vont pas faire ça. Donc, sur le plan militaire, les options me paraissent très limitées. En revanche, sur le plan diplomatique, il y en a beaucoup. Et d'une certaine manière, Trump est dans une meilleure position que ses prédécesseurs pour conclure un accord. Pas parce qu'il est digne de confiance — les Iraniens ne le voient clairement pas comme tel — ni parce qu'il sait négocier.

C'est un autre point important. On a l'impression qu'il n'obtient pas vraiment de résultats, parce qu'il dicte plus qu'il ne négocie. Mais le fait qu'il soit prêt à mettre toutes les sanctions sur la table dans le cadre d'un accord, et à vraiment les lever, surtout les sanctions primaires, ça change les choses. Il faut bien se rappeler que dans le JCPOA, aucune sanction primaire n'a été levée. Ce sont celles qui empêchent les entreprises américaines d'entrer sur le marché iranien. Celles qui ont été levées — ou plutôt suspendues, pas vraiment levées —, ce sont les sanctions secondaires. Ces sanctions-là visent les entreprises européennes, russes, chinoises ou indiennes qui veulent commercer avec l'Iran. Et c'est aussi en partie pour ça qu'il a été facile pour Trump de se retirer du JCPOA par la suite.

Il n'y avait aucun intérêt économique aux États-Unis qui dépendait vraiment de la survie du JCPOA, à part Boeing, qui faisait partie de l'accord. Mais Boeing a été racheté, parce que les Émiratis ont

passé une commande de... je ne me souviens plus exactement, environ quarante-deux milliards de dollars d'avions chez Boeing, pour compenser le contrat iranien. À part ça, il n'y avait aucune pression. Il n'y avait pas de véritable coût à se retirer du JCPOA. Si Trump remet les sanctions primaires sur la table, ou si un accord les inclut d'une manière ou d'une autre, il faut d'abord comprendre que les sanctions primaires contre l'Iran reposent surtout sur des décrets présidentiels. Ce qui veut dire que Trump peut les lever lui-même.

Il n'a pas besoin de passer par le Congrès pour lever ces sanctions. Ce sont les sanctions secondaires qui viennent du Congrès, un peu comme l'inverse de l'embargo sur Cuba, où les sanctions principales, elles, dépendent du Congrès. Donc, Trump peut faire ça d'un simple coup de stylo, et ça aurait un impact énorme sur l'économie iranienne. Ce serait bien plus efficace qu'un allègement des sanctions secondaires. D'ailleurs, dans bien des cas, les sanctions secondaires commencent à disparaître dès que les sanctions principales sont levées. Il est donc prêt à mettre tout ça sur la table, mais en échange, il veut beaucoup plus sur le dossier nucléaire.

Et les Iraniens ont fait beaucoup plus de concessions sur le dossier nucléaire. Le fait qu'ils soient maintenant ouverts à — ils n'appelleront pas ça un moratoire, c'est un terme américain — à ne pas enrichir du tout pendant douze ans, c'est un changement remarquable dans la position iranienne. Ils n'avaient jamais accepté cela depuis deux mille cinq, pas même une semaine d'arrêt réel de l'enrichissement. Et une partie de la raison vient précisément de ce qui s'est passé entre deux mille trois et deux mille cinq. En deux mille trois, les trois pays européens ont négocié avec l'Iran. Ils étaient terrifiés à l'idée que George W. Bush déclenche une guerre contre l'Iran, et ils savaient que tant que l'Iran poursuivait l'enrichissement, ce risque existait. Ils ont réussi à obtenir des Iraniens qu'ils acceptent de suspendre volontairement l'enrichissement.

Et cette suspension volontaire était liée à la poursuite des négociations pour un accord final. Mais une fois que les Iraniens l'ont mise en place, les Européens n'avaient plus vraiment d'incitation à conclure un accord définitif, puisqu'ils avaient déjà atteint leur principal objectif : s'assurer que les Iraniens n'enrichissent pas d'uranium. Alors, les Européens ont fait traîner les négociations. Et c'est en partie pour cette raison que, vers août deux mille cinq, les Iraniens ont annoncé qu'ils allaient reprendre l'enrichissement, parce qu'ils avaient le sentiment d'avoir été dupés, que tout cela était un piège. En janvier, ils ont effectivement relancé l'enrichissement. En février, leur dossier a été transmis au Conseil de sécurité des Nations unies, et plusieurs sanctions de l'ONU ont fini par être imposées à l'Iran.

Donc, à leurs yeux, accepter cette suspension avait un coût très élevé. Parce qu'une fois la suspension rompue, les sanctions étaient très lourdes — peut-être même plus lourdes que si l'enrichissement n'avait jamais été suspendu. C'est en partie pour cette raison qu'ils ont toujours refusé d'y consentir lors des négociations précédentes. Mais cette fois, dans leur dernière proposition, ils ont accepté, au moins en principe, un moratoire de douze ans. La manière dont ils présentent les choses est très différente. Je pourrais entrer dans les détails, mais c'est une concession importante de la part des Iraniens, et tout cela vise à parvenir à un accord.

Les deux camps ont montré une certaine flexibilité, mais ils restent très maximalistes sur d'autres points. En ce moment, ils le sont particulièrement sur la question du stock d'uranium enrichi à soixante pour cent de l'Iran. Tant que cette position ne bouge pas, les négociations sont bloquées sur ce sujet. On ne voit même pas le moindre signe d'un possible retour à la guerre. Pourtant, sur bien des aspects, ils ont fait de vrais progrès. Et si un allègement des sanctions concret, allant au-delà du JCPOA, était mis sur la table, ce serait extrêmement précieux pour les Iraniens. Ils ont absolument besoin d'un allègement des sanctions. Ils en avaient déjà besoin avant la guerre, mais après ce conflit, avec trois cents milliards de dollars de dégâts, ils en ont encore plus besoin.

#Glenn

J'étais en Iran en mai de l'année dernière, avant le bombardement, et j'ai aussi visité l'une de leurs installations nucléaires. Et la personne à qui nous parlions — je ne me souviens plus exactement qui c'était — expliquait que l'accord sur le nucléaire prévoyait des inspections très intrusives de l'AIEA. Mais, selon lui, ils ne leur faisaient pas confiance, parce qu'ils pensaient que ces inspecteurs transmettaient des informations aux Israéliens et aux Américains. C'est en tout cas ce qu'ils affirmaient, et tout cela semblait s'être confirmé. Il y avait aussi une certaine frustration, comme vous l'avez suggéré, parce que le camp américain n'avait pas tenu ses engagements dans le cadre du JCPOA. Donc, même s'ils parvenaient à un accord sur la levée des sanctions, on pouvait s'attendre à ce qu'elles soient simplement remplacées par d'autres plus tard. En revanche, s'ils parviennent à garder le contrôle du détroit d'Ormuz, ils pourraient obtenir par la force une bonne partie de ce qu'ils veulent. Mais, bien sûr, la question des sanctions reste un élément essentiel.

#Trita Parsi

Ce que vous soulignez est très important, parce qu'il y a un manque de confiance vraiment profond. Tout le monde a vu à quel point il est facile pour les États-Unis d'imposer de nouvelles sanctions. C'est d'ailleurs ce que le Congrès sait faire mieux que tout le reste. Et il y a une inquiétude tout à fait légitime : une fois ces sanctions levées, elles risquent simplement d'être remplacées par d'autres, imposées un peu plus tard. Mais je pense qu'il faut aussi comprendre l'enjeu du contrôle du détroit d'Ormuz. Je ne crois pas que les Iraniens soient prêts à y renoncer, pas du tout. La vraie question, c'est plutôt quel type d'accord sera trouvé, et jusqu'à quel point il sera régionalisé.

Même si les Iraniens décidaient d'ouvrir complètement le détroit, ils ont déjà prouvé qu'ils pouvaient le refermer et en reprendre le contrôle à tout moment. Ils ne perdent donc rien de ce pouvoir dans le cadre d'un accord. Parce que, encore une fois, s'ils ont ce contrôle, c'est à cause de la manière dont ils utilisent toute leur côte. Ce n'est plus comme il y a vingt ans, quand il s'agissait simplement de poser des mines dans le détroit. Aujourd'hui, c'est un mélange de mines, de drones, de missiles, et ainsi de suite. Donc, en réalité, ils ne perdent absolument pas cette capacité. Mais il faut aussi

comprendre que s'il existe un mécanisme qui garantit une forme de système de paiement, l'une des propositions venues d'un des États du CCG précise que ce ne serait pas un péage, mais plutôt une redevance de gestion environnementale.

C'est une redevance versée aux pays qui participent à ce mécanisme, parce qu'ils doivent mobiliser énormément de ressources pour gérer l'environnement du Golfe persique et du détroit d'Ormuz. Il faut dire qu'il y a en permanence un trafic insensé de vieux pétroliers qui y passent. Au fond, c'est un péage, une taxe, simplement présentée autrement. Et cette présentation permet aussi d'éviter que le modèle soit reproduit ailleurs, d'une façon qui pourrait poser de sérieux problèmes pour d'autres détroits. Mais même si cela devait se faire ainsi, cet argent ne pourrait pas rivaliser avec les investissements que l'Iran pourrait attirer si les sanctions étaient levées.

Oui, les revenus qui viennent du détroit d'Ormuz ne sont sans doute pas négligeables. On parle peut-être de milliards de dollars. Ce n'est pas rien. Mais les milliards et milliards d'investissements qu'ils pourraient obtenir sur une longue période, si les sanctions étaient levées, ça n'a tout simplement rien de comparable. À mon avis, ce serait une erreur vraiment importante pour les Iraniens d'avoir réussi à accumuler autant d'atouts grâce à cette guerre, mais de ne pas les utiliser pour obtenir un nouvel ordre régional, un ordre incontesté, où leur position serait reconnue et où les sanctions seraient totalement levées. Pour moi, la vraie victoire, ce serait justement de transformer cette victoire militaire en une nouvelle paix, une paix qui leur soit favorable.

#Glenn

C'est un très bon point. Souvent, je n'entends pas beaucoup d'optimisme à propos de la possibilité d'une paix, mais là, évidemment, ça a beaucoup de sens. Ce qui m'inquiète, en revanche, c'est la rhétorique, je crois. Parce que quand j'entends, du côté de l'administration Trump, cette insistance sur le fait qu'ils sont détruits, qu'ils sont faibles, qu'on a tué leurs dirigeants, leur armée, qu'ils sont désespérés de conclure un accord, que tout ce qu'on leur donnera, ils le prendront... Si on pouvait un peu revenir en arrière sur ce ton-là, et le faire évoluer un peu, ce serait important. Parce que c'est une rhétorique hégémonique — autrement dit, c'est nous qui dictons les règles. Si on pouvait passer à une perspective plus multipolaire, où l'on reconnaît que, bon, l'autre camp a aussi des préoccupations de sécurité, qu'on peut répondre à certaines d'entre elles, et qu'en échange ils fassent des concessions, pour qu'on se retrouve à mi-chemin... Vous voyez, une diplomatie comme on en avait avant l'ère post-guerre froide — ce serait peut-être possible.

#Trita Parsi

Et si je peux me permettre d'ajouter quelque chose à ce sujet... Franchement, une partie de la rhétorique que Trump utilise est totalement contre-productive. Il y a eu des moments clés dans la guerre où des avancées étaient en train d'être négociées en coulisses, et puis il publie un tweet qui vient tout gâcher. À bien des égards, je pense que son usage des réseaux sociaux a été son pire ennemi pendant ce conflit. Et son manque de discipline, ou de contrôle, a aussi été remarqué du

côté iranien. Ils observent son incapacité à se maîtriser sur les réseaux, surtout avec ces tweets furieux qu'il envoie à quatre heures du matin.

Et ils se demandent : s'il n'arrive déjà pas à contrôler ses propres réseaux sociaux, comment peut-on lui faire confiance pour respecter un accord ? Ils ne voient tout simplement pas ce genre de discipline. En même temps, c'est aussi fascinant de voir à quel point le spectre Trump est complet. Il couvre vraiment tout le cercle, les trois cent soixante degrés. Parce qu'il peut être absolument catastrophique sur les réseaux sociaux, complètement contre-productif. Mais c'est aussi un président sans aucune inhibition, capable de dire publiquement : « Je veux que l'Iran devienne un pays totalement et incroyablement prospère. Je veux qu'il s'épanouisse. » Aucun autre président américain n'aurait jamais dit une chose pareille. C'est très important de s'en souvenir.

Dire quelque chose comme « Je veux que l'Iran réussisse », c'était totalement tabou sur le plan politique. Même si on voulait conclure un accord, même si on cherchait un accord gagnant-gagnant, on ne dirait jamais une phrase pareille, parce que ce serait perçu comme trop coûteux politiquement aux États-Unis. Trump, lui, ne semble pas comprendre la notion de coût politique, et il dit simplement ce qu'il pense. Du coup, c'est quelqu'un qui pourrait, en théorie, adopter un discours ou une rhétorique plus gagnant-gagnant, et ouvrir la voie dans cette direction. Mais quand il est en difficulté, c'est là qu'on le voit devenir aussi « gagnant-perdant » que possible, aussi « jeu à somme nulle » que possible. Et au final, à mon avis, c'est contre-productif pour ses propres objectifs.

#Glenn

J'ai toujours pensé que c'était sa force, justement, d'être presque un briseur de récits. Lui seul pouvait rencontrer les Nord-Coréens. Lui seul pouvait rompre ce boycott diplomatique et parler aux Russes. C'est important, le fait qu'il n'ait pas besoin de se plier aux récits dominants. Je me souviens, il parlait avec... je crois que c'était Sean Hannity sur Fox News. Hannity lui disait : « Mais comment pouvez-vous parler à Poutine ? C'est un homme mauvais. » Et lui répondait : « Eh bien, nous aussi, on a fait des choses pas très glorieuses. » Franchement, personne d'autre n'aurait pu dire ça. Et c'est important, parce que quand on diabolise son adversaire pendant si longtemps, qu'on se convainc de combattre le mal, il devient très difficile de revenir en arrière et de renouer avec la diplomatie. Donc oui, je pense que c'est là sa vraie force. Ses tweets à quatre heures du matin, comme vous dites, ça, c'est sans doute pas sa force. En tout cas, merci beaucoup d'avoir partagé vos réflexions. J'adore vos articles, et bien sûr, Responsible Statecraft aussi. Excellent travail. Alors oui, tout le monde, n'oubliez pas d'aller voir Substack, comme je le fais moi-même. Merci encore.

#Trita Parsi

Merci beaucoup. J'apprécie vraiment.